



Lettre n° 143 du 24 mai 2020

Au sommaire :

- **Plan « Ségur » pour l'hôpital, plan de « relance » pour les profits... Une même offensive, une même réponse !** - Isabelle Ufferte
- **Face au capitalisme destructeur, la nécessaire réorganisation de l'économie par le monde du travail**
Daniel Minvielle

Plan « Ségur » pour l'hôpital, plan de « relance » pour les profits... Une même offensive, une même réponse !

Le Gouvernement a donc tranché : le deuxième tour des municipales aura lieu le 28 juin, du moins si l'épidémie n'a pas redémarré... Alors que personne ne peut dire quelle sera la situation dans les prochaines semaines, alors que le conseil scientifique a refusé de leur donner un blanc-seing, rien de plus urgent semble-t-il pour le gouvernement que de donner satisfaction aux politiciens qui briguent leur réélection. Si on peut imaginer que Philippe est pressé de rebrigner son fauteuil du Havre qui pourrait lui donner l'occasion de prendre ses distances avec Macron, il s'agit avant tout pour le gouvernement de satisfaire les impatiences de celles et ceux qui sont et seront ses relais locaux pour mener la politique de « relance » dans « leurs territoires », c'est-à-dire les attaques contre le monde du travail. La probable abstention massive serait un juste retour des choses...

Cet empressement tranche avec l'attitude du pouvoir vis-à-vis des travailleurs de la santé et de l'hôpital. Plus de deux mois après les promesses de Macron à Mulhouse, au plus fort de l'épidémie et de la crise hospitalière, toujours rien à part la promesse d'une prime, d'un défilé et d'une médaille pour les hospitaliers... et l'annonce par Véran d'un projet d'« assouplissement des 35h » et d'une possible remise en cause du « cadre unique de la Fonction publique ».

C'est dans le cadre de cette politique que les syndicats de la santé ont été conviés, à partir du 25 mai, à se pencher sur le « plan Ségur » du nom de la rue du ministère où auront lieu les négociations pour « un système de santé renouvelé et réarmé ». Nicole Notat, championne hors catégorie du dialogue social, sera aux manettes, sortie des placards à cette occasion par le gouvernement. Véran veut que ça aille « vite et fort » et que les conclusions soient rendues mi-juillet. Les directions syndicales se sont

sans surprise dites tout à fait disposées, exigeant sans rire par courrier « de réelles et sincères négociations ».

La prime Covid (toujours pas versée) donne un aperçu de la politique du gouvernement : elle sera de 500 ou 1500 euros en fonction du département, de l'établissement, du temps de présence... et du bon vouloir de directions locales qui, pour certaines, tergiversent cyniquement à l'image du gouvernement. Certains personnels qui ont pris en charge des patients de réanimation transférés du grand Est ou d'Île de France vers d'autres régions ont découvert qu'ils ne toucheraient que 500 euros, leur établissement ne figurant pas dans la liste du décret. Quant aux personnels des Ehpad, « héros » hier portés aux nues par le pouvoir, il n'y a toujours rien pour eux. Pas de décret non plus pour rendre effective la promesse de reconnaissance de la maladie professionnelle pour les personnels de santé contaminés. Une étude en cours de Santé Publique France fait déjà état de 13 morts et 25 337 contaminés alors qu'elle n'a recensé qu'un tiers des établissements de santé et ne prend pas en compte le secteur libéral.

Les milliards pour les multinationales sont par contre distribués sans retenue... L'Etat s'est ainsi engagé à verser 5 milliards d'euros à Renault alors que l'entreprise (dont l'Etat est actionnaire...) avait décidé avant même l'épidémie de fermer plusieurs usines. « Il y aura des faillites », « des licenciements » a annoncé Le Maire cette semaine tandis qu'une étude révèle que 22 % des entreprises envisagent de licencier. « En même temps », Sanofi, Total, Danone, Orange, Axa... et bien d'autres versent des milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

De quoi nourrir la révolte, l'écoeurement des personnels de santé et de l'ensemble du monde du travail, des militants des luttes, de toutes celles et ceux qui veulent pré-

parer un « autre monde » et qui se joignent ces derniers jours aux rassemblements devant les hôpitaux.

« Dialogue » rue de Ségur... ou exigence d'un plan pour l'hôpital et les travailleurs

C'est l'expression de cette révolte, la probabilité qu'elle essaime que le gouvernement espère contenir ou au moins retarder.

Alors que depuis des mois et des années, les hospitaliers en lutte demandent une augmentation de 300 euros nets minimum pour tous, le gouvernement répète qu'« *il n'y a pas d'argent magique* » comme Véran au *Journal du dimanche*... tout en assurant que « *des engagements forts seront pris pour les soignants* » avec « *revalorisation des carrières et développements des compétences et des parcours professionnels* »... Le gouvernement voudrait enfermer les personnels de santé sur un terrain corporatiste. Avec quelles augmentations de salaire, pour qui, à quelles conditions, financées avec quel budget « non magique » ? En supprimant les 35 heures ?... « *Certains carcans, qui empêchent ceux qui le souhaitent de travailler davantage, parfois différemment* » seront remis en question a annoncé le ministre...

Un plan d'investissements dans les bâtiments et le matériel est également annoncé. Indispensable vu le manque de locaux, de services de réanimation, de place, de lits, de matériel, la vétusté de nombreux bâtiments révélés au grand jour pendant la crise... mais avec quel financement, décidé par qui, comment, dans quelles conditions alors qu'aujourd'hui la plupart des hôpitaux sont sommés par l'Etat et les ARS de supprimer des lits et des postes pour financer le moindre investissement ? Avec des « partenariats public privé » comme l'évoquait une note de la Caisse des dépôts révélée par Médiapart ? Les hôpitaux croulent sous les dettes. Une toute petite partie sera reprise par l'Etat, déplaçant simplement une partie du problème pour assurer aux banques leur retour sur investissement. Nombre de CHU ont ouvert des cagnottes en ligne, créé des fondations pour faire appel aux dons et invitent sur la page d'accueil de leur site à contribuer pour financer l'achat de respirateurs, de blouses, de matériels de protection, pour fonctionner au quotidien.

Macron et Véran annoncent une « *profonde transformation* » du système de santé pour le rendre « *plus déconcentré* », plus « *performant tant dans son pilotage que son organisation* », appelant entre autres à « *penser les interfaces avec la médecine de ville, avec le médico-social* »

Dans une Tribune publiée dans *Le Monde* de vendredi, le président et la Fédération hospitalière de France et des responsables LR élus locaux appellent à « *sonner le glas de la technostructure sanitaire et redonner leur place aux territoires* », à « *décloisonner* » les secteurs hospitaliers, médico-sociaux et sociaux pour « *gagner en efficacité financière* »...

C'est bien ce que vise le Plan Ségur : accélérer le démantèlement de l'hôpital public et du système de santé, de l'ensemble de la protection sociale, les ouvrir encore da-

vantage aux appétits privés. « *Il n'y aura pas de tabou* » a prévenu le gouvernement. A l'heure où les caisses publiques sont pillées pour arroser les entreprises, maintenir les profits et le système, l'ensemble des budgets publics sont remis en question.

Le « plan hôpital » fait partie d'une politique et d'une offensive globales. Aucun dialogue social, aucune grande messe à Matignon, à l'Élysée ou rue de Ségur ne nous en protégera. Les « négociations » qui s'ouvrent lundi ne servent au gouvernement qu'à essayer de désarmer le monde du travail et ses militants.

Notre réponse ne peut être elle aussi que globale, sur le terrain de la lutte de classe, une remise en cause de la politique des grands patrons, du gouvernement et de l'ensemble du personnel politique qui se presse pour les servir.

Le « *plan de relance* » de Macron et du Medef, les centaines de milliards distribués, les suppressions de cotisations sociales patronales annoncées en rafale par le gouvernement, qui sont autant de gouffres dans les budgets de la sécurité sociale, des caisses de retraite et de chômage, annoncent une violente offensive contre l'ensemble du monde du travail. Patronat et gouvernement multiplient les déclarations pour appeler à la « solidarité nationale ». « *Notre réponse à la crise a été immédiate. 450 milliards d'euros d'aides et de garanties de l'Etat soit 20 % du PIB français ont été mobilisés pour soutenir l'économie* » a rappelé Le Maire qui prévient « *beaucoup de secteurs sont très durement touchés [...] même si l'économie redémarre, elle ne redémarre pas au même rythme* »... pour mieux tenter de préparer les esprits à la « nécessité » de dégager de la plus-value.

Explosion annoncée des licenciements, de la précarité, remises en cause du temps de travail, du droit à congés déjà rendues effectives par les ordonnances, attaques contre les salaires, liquidation de pans entiers des services publics... le plan de « relance » de la bourgeoisie est un plan de guerre contre les travailleurs.

Déconfinement de la lutte et des débats pour construire notre monde d'après

Sans attendre la journée de « *mobilisation* » dans la Santé à laquelle l'intersyndicale a fini par appeler le... 16 juin, soit plus de trois semaines après le début du *Ségur*, des rassemblements se multiplient devant les hôpitaux à l'initiative d'équipes syndicales combattives, des collectifs dont l'inter-hôpitaux et l'inter-urgences, parfois de groupes de Gilets jaunes. Plusieurs centaines de manifestants étaient à nouveau devant l'hôpital Robert Debré de l'AP-HP le 21 mai pour exiger « *du fric pour l'hôpital public* ».

Le succès des premiers rassemblements a encouragé à les multiplier. Ils sont vécus comme une bouffée d'air par les militant.e.s des collectifs constitués pendant la lutte contre les retraites ou les E3C, l'occasion d'un déconfinement de la lutte, de renouer avec l'action collective. Et même s'ils restent pour le moment relativement modestes vu les circonstances, ils témoignent du ras le bol et de la volonté de

fortes minorités de ne pas accepter « l'après » qu'ils nous préparent. Ces rassemblements sont autant de moments de reprise de contact, d'échanges, d'encouragement dans la lutte après ces longues semaines de confinement.

Ils sont aussi l'occasion de discuter de quelle politique pour nos luttes, quelles revendications pour faire face au plan de relance de Macron et Le Maire pour les financiers et les industriels ? Quelles voies pour aller vers un « monde meilleur » ?

Malgré la propagande gouvernementale et le choix des syndicats de se plier à ces « négociations » pipées, malgré la volonté des uns ou des autres de vouloir croire qu'un « *plan pour l'hôpital* » peut se discuter en faisant abstraction du rapport de force et de la politique globale des classes dominantes, il est clair que le plan Ségur est

partie intégrante du plan du grand patronat pour tenter de restaurer les profits.

Y faire face, c'est préparer une réponse globale remettant en cause la logique du profit, l'économie de marché, l'ensemble de la politique des classes dominantes.

L'exigence d'un plan pour la santé rejoint celle pour l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et du partage du travail entre toutes et tous, l'annulation de la dette publique, dont celle des hôpitaux. Elle pose la question du contrôle des travailleurs sur la marche de la société toute entière, sur les priorités économiques et sociales, la planification de la production et de la répartition des richesses. Des exigences au cœur des débats et des luttes du monde du travail.

Isabelle Ufferte

Face au capitalisme destructeur, la nécessaire réorganisation de l'économie par le monde du travail

Pour le petit monde de « l'économie », la semaine avait bien commencé : lundi 18, Merkel et Macron s'étaient mis d'accord sur la création d'un fonds européen de relance de 500 milliards d'euros sous les applaudissements du patronat, un vaccin contre le Covid-19 semblait en bonne voie de mise au point, les prix du pétrole remontaient avec la reprise de sa consommation en Chine... Il n'en fallait pas plus pour que les Bourses repartent à la hausse partout sur la planète. Mais l'enthousiasme a été vite douché. Dès le lendemain, il s'avérait que l'information sur le vaccin était douteuse. Et, confirmation que la menace d'une reprise de la pandémie est loin d'être écartée, on apprenait qu'en Chine la province de Jilin avait été placée sous confinement complet le 13 mai suite à la découverte de nouveaux cas de contamination.

Ce même mardi, alors que Renault se félicitait d'avoir obtenu la garantie du gouvernement pour un prêt de 5 milliards d'euros, le *Canard enchaîné* et *Les Echos* annonçaient que l'entreprise projetait d'arrêter la production de quatre de ses usines françaises. « *Rumeur* » disait Pénicaud, tout en expliquant qu'elle n'aurait rien à dire avant que les instances sociales de Renault n'aient été informées, se targuant de son respect du « *dialogue social* » ! Philippe et Le Maire disaient leur opposition au projet de Renault, le second précisant que l'accord sur la garantie du prêt « *n'était pas signé* »... l'avenir nous dira ce qu'il en sera vraiment.

La profondeur de l'effondrement économique annoncé sert d'argument au patronat et au gouvernement pour mener de front plusieurs objectifs : justifier les pires attaques contre le monde du travail au nom de la nécessité de sauver « l'économie nationale » ; justifier dans le même temps les milliards distribués aux grandes entreprises pour leur permettre de passer le creux de la vague et de mener à bien les plans d'ajustement auxquels elles sont contraintes par la concurrence internationale et par les mutations en cours dans certains secteurs, en particulier

l'automobile. Cela en comptant sur le « confinement social » pour que la saignée sur les emplois se passe avec la moindre opposition possible tout en en rendant responsable le virus, une fatalité « naturelle », alors que c'est bien la logique du profit et de la concurrence qui fait des ravages.

Ils prétendent qu'il n'y aurait pas d'autre solution pour sauver l'économie. Ils nous promettent une reprise, le retour des « temps heureux », à condition que nous acceptions de nous plier à leurs exigences.

L'économie, écrivait Engels, est « *la façon dont les sociétés humaines produisent et échangent leurs moyens de subsistance* ». La société capitalisme en est bien aujourd'hui le cadre. Mais les lois qui la régissent n'ont rien de « naturel » ou de fatal, elles sont celles d'une société d'exploitation, de pillage des richesses par une infime minorité de parasites sociaux avec la complicité de leurs Etats. Ce sont les lois d'une société dont l'organisation économique et sociale, le capitalisme mondialisé, démontre son échec et est en train de s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions.

Ces lois, le monde du travail a la possibilité et la force de les abolir, en s'attaquant aux intérêts des gros actionnaires qui plient à leurs diktats l'organisation de la production et des échanges, l'entraînant dans leur ruine, en les expropriant pour prendre en main, collectivement, le contrôle de l'économie.

C'est leur machine à profits qu'ils veulent « reconstruire »

Dans *Les Echos* du 18, une chronique de la Fondation iFRAP, un « *Think tank dédié à l'analyse des politiques publiques, laboratoire d'idées innovantes* », titrait : « *La reconstruction de la France ne doit pas être un énième plan de dépenses* ».

Première de ces « *idées innovantes* », l'exposé d'un « *plan choc* » : « *déverrouiller plus le Code du travail ne doit pas*

être un gros mot. Certaines mesures ont été prises comme la semaine de 60 heures maximum. Le gouvernement annonce d'ailleurs la possibilité de renouveler plus de fois les CDD que ce qui est prévu par les accords de branche, mais seulement jusqu'en janvier 2021... D'une façon générale, toutes ces « flexibilités » devraient être étendues et prévues pour durer. Repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans le plus rapidement possible sera aussi nécessaire. Reconstruire notre richesse nationale passera par travailler non seulement plus, mais encore plus longtemps, car nous perdons aussi plus de 100 milliards d'euros de PIB tous les ans en travaillant moins que nos voisins européens »...

C'est brutal, mais ça dit bien les objectifs qui sous-tendent la politique des classes dominantes et des pouvoirs politiques qui les servent derrière les discours lénifiants dont ils les enveloppent.

« Reconstruction de la France »... mais qu'est-ce qui a été détruit ? L'appareil de production et d'échange en tant que tel, dans sa structure matérielle, n'a pas été détruit, ni les travailleurs qui y étaient employés.

Ce qui est touché, c'est le processus de production des profits par l'exploitation salariale. Le développement de l'épidémie, alors que tous les systèmes de santé qui auraient pu s'y opposer avaient été détruits, a contraint les Etats à imposer un confinement aveugle avec pour conséquence la mise en panne du processus production-échange par lequel le capital s'accapare le surtravail social et réalise les profits qu'il se répartit au casino des marchés financiers.

Pour les patrons, les Etats et leurs conseillers, reconstruire l'économie, c'est mettre fin à cet assèchement partiel du flux de « travail vivant » dont se nourrit le capital. Mais, pour eux, sortir la « sphère économique » de l'enlisement dans lequel elle se trouve s'avère, en fait, être mission impossible.

Les milliers de milliards qui y sont injectés peuvent certes permettre à certaines entreprises de survivre à l'arrêt de la production, à échapper à la faillite ainsi qu'à se préparer à faire face à une concurrence démultipliée par l'approfondissement de la crise sociale, voire à renforcer leur position. Mais pas toutes, loin de là. Selon le président du Tribunal de Commerce de Nantes, cité par *Le Monde*, « Pour l'instant, les entreprises sont portées par les mesures gouvernementales. Mais la vague viendra dans les mois prochains. Elle touchera tous les secteurs, notamment les entreprises qui ont des contrats internationaux, qui se trouvent inévitablement fragilisés. [...] Il ne faut pas se laisser tromper par les entreprises qui ont continué à travailler durant ces deux mois de confinement : elles assureraient des commandes antérieures. Mais les carnets de commandes ne vont pas se remplir de sitôt, ça va être très long et c'est un problème mondial ».

La crise sociale générée par les pertes massives d'emploi ne peut que s'accroître dans les mois qui viennent, à quoi s'ajouteront les effets de l'offensive menée contre la classe ouvrière au nom de la nécessité de rendre les entreprises plus compétitives sur les marchés internationaux.

Outre les conséquences dramatiques dont on a du mal à imaginer l'ampleur qu'elle aura sur les conditions de vie du monde du travail, cette crise sociale réduira d'autant les marchés solvables, entraînant l'économie mondiale dans une spirale récessive qu'aucune politique de relance ne sera en mesure de stopper. C'est d'ailleurs ce qu'anticipent bien des analystes de la bourgeoisie, estimant que le rebond qui suivra la fin de la pandémie, s'il existe, sera de faible amplitude et suivi d'une longue période de croissance très faible. Hypothèse la plus optimiste.

Vers un krach des marchés financiers et du crédit ?

En effet, l'injection de milliards de liquidités pour relancer la machine à profit a lieu dans une économie en récession. Elle accentue la contradiction explosive entre la surabondance de capitaux et de dettes, la suraccumulation de capital d'un côté, avec, de l'autre, une surproduction sans débouché, donc des profits qui demeurent en panne. Quelles que soient les manipulations monétaires auxquelles puissent se livrer les banques centrales l'issue semble tout tracée, le krach.

Confrontés à une situation inédite, marchés financiers, Etats et banques centrales naviguent à vue pour tenter de sauver ce qui peut l'être. Faute de trouver des terrains d'investissement productif, les milliers de milliards dont ils inondent les marchés se précipitent sur les marchés financiers, gonflant les bulles spéculatives, maintenant l'ensemble du système sous perfusion, tandis que le niveau d'endettement des entreprises et des Etats atteint des sommets vertigineux.

Sur les marchés financiers, les prédateurs sont à l'affût, profitant de la baisse des cours pour faire leur marché. Le fonds souverain saoudien a acheté pour 8 milliards de dollars d'actions de Total, BP, Disney, Boeing, Citigroup, Facebook... PNC Financial, premier actionnaire (à hauteur de 22,4 %) de Black Rock depuis 1995, vient d'en vendre toutes ses actions, en réalisant 3 500 % de plus-value ! Explication du PDG : « *En tant que bons gérants du capital des actionnaires, nous avons constamment examiné les options permettant d'extérioriser la valeur de notre investissement. Nous pensons que le moment est venu de le faire, en réalisant un retour sur investissement substantiel, en améliorant considérablement notre bilan et nos liquidités déjà solides, et en laissant PNC très bien placé pour tirer parti des opportunités d'investissement potentielles que l'histoire a montré qu'elles pouvaient se présenter sur des marchés perturbés* ».

Sauf que si les Bourses, les marchés financiers ont réussi jusqu'à maintenant à maintenir une certaine stabilité, « rassurés » par la planche à billets des banques centrales, il en ira certainement autrement lorsque les effets de la récession économique, les fermetures d'entreprises, etc., se produiront. Que vaudront alors « *les opportunités d'investissement* » ? L'histoire le dira...

Les dettes s'empilent comme jamais, pour les entreprises comme pour les Etats. En France, Darmanin a annoncé que la dette publique dépassera 115 % du PIB. On nous explique que cela n'est pas bien grave, que la France,

considérée comme un « bon élève » par les organismes de notation, bénéficie de taux extrêmement bas qui lui permettent de s'endetter sans risque. Sauf que cet endettement « sans risque et à taux bas » a coûté 42,2 milliards d'euros aux contribuables en 2019 pour les seuls intérêts, représentant plus de 11 % des dépenses globales de l'Etat. Autant d'argent qui file dans les poches des divers détenteurs de cette dette et qui manque pour le financement des services publics. Quant à la valeur des taux, ils sont fixés par les marchés, c'est-à-dire les spéculateurs, et échappent au contrôle des Etats, et rien ne dit qu'avec l'aggravation de la crise on n'assiste pas à une hausse brutale de ces taux, telle que la subissent actuellement plusieurs pays, comme par exemple l'Argentine, devenue insolvable, incapable d'assurer le remboursement de sa dette.

Et c'est bien le risque que courent les créanciers, se retrouver avec des titres de dette ayant perdu toute valeur du fait de l'insolvabilité de leurs débiteurs, insolvabilité dont la première des causes est dans leur effondrement économique. De fait, tout est en place pour que l'effondrement de l'économie, dont on a vu que l'essentiel était encore à venir, entraîne une nouvelle crise de la dette d'une ampleur bien supérieure à celle de 2010-2011.

Un appareil de production capitaliste mondialisé, menacé... par le capital lui même

Le Maire, Macron, Philippe prétendent vouloir sauver l'économie nationale, à grand renfort de discours souverainistes, de promesses de « *relocalisations* », de « *reconstruction des industries stratégiques* ». Il s'agirait de sauver toutes les composantes de ce tissu économique, de l'artisan isolé à l'entreprise de taille internationale, et avec cela les emplois...

En réalité, l'enjeu qui se pose aux classes dominantes et à leurs Etats n'est pas de « sauver » toutes les entreprises, tous les patrons, mais de préserver la machine à profit qui est entre les mains des grands patrons de l'industrie et de la finance. Leur politique est déterminée par la position qu'ils occupent dans l'appareil de production et d'échange mondial, résultat d'une quarantaine d'années de mondialisation. Cette structuration repose essentiellement sur un réseau de multinationales et leurs « chaînes de valeur », lesquelles concentrent les productions d'une multitude de filiales, de sous-traitants, éparpillés sur la planète à seule fin de tirer parti des « avantages compétitifs » de telle ou telle région pour s'assurer les profits les meilleurs.

Les conséquences de la façon totalement anarchique dont cette prolifération s'est produite sont connues et dénoncées depuis longtemps, à commencer par l'absurdité de leurs réseaux logistiques au bilan carbone catastrophique. Elles ont pris une dimension dramatique avec l'expansion de la pandémie, leur incapacité à répondre aux urgences en matériel médical et en médicaments dont une bonne partie de la fabrication se trouvait confinée en Chine.

Confrontées à une situation qu'elles n'avaient pas anticipée, les multinationales se sont tournées vers « leur »

Etat pour en obtenir des aides par milliards. C'est que dans le chaos généralisé et alors que la concurrence est exacerbée par l'effondrement brutal de la production, elles sont, malgré leur taille et leur puissance économique, menacées de multiples « dangers », comme être la proie des prédateurs boursiers à l'affût, voire faire purement et simplement faillite.

Lorsque Le Maire nous vend la nécessité de sauver les entreprises « nationales stratégiques », il s'agit de la « stratégie des profits » de quelques grands patrons de la finance et de l'industrie. Lesquels désignent à l'Etat quelles entreprises il convient de sauver en priorité : leurs sous-traitants, maillons indispensables à leur fonctionnement. On l'a vu récemment dans le secteur de l'aérospatiale où Airbus, Thalès, Dassault et Safran demandent dix milliards à l'Etat pour permettre à leurs sous-traitants de passer le « trou d'air ».

Cette nécessité de sauver les multinationales, de les aider à se préparer à la reprise dans les meilleures conditions possible face à leurs concurrentes semble aussi devoir s'imposer au niveau européen, comme le montre l'accord Merkel-Macron sur leur plan de relance de 500 milliards, même s'il reste à le faire valider par l'ensemble des Etats. L'UE est prise entre les intérêts contradictoires des bourgeoisies nationales et la nécessité où elles se trouvent de conserver à leurs entreprises la taille d'un marché à l'échelle de ceux d'Amérique du Nord et d'Asie. Le fait aussi que bien des entreprises des pays de l'Europe de l'Est font partie, en particulier dans l'automobile, des chaînes de valeur des multinationales d'Europe de l'ouest. Mais qu'ils arrivent à s'entendre ou pas sur cet accord ne résoudra pas la question de fond, l'incapacité du capitalisme à trouver une issue à ses propres contradictions : suraccumulation de capital et surproduction au regard de la demande solvable, concentration absurde de la propriété capitaliste entre un nombre de mains de plus en plus petit lors que la production et les échanges sont de plus en plus internationalisés, interdépendants, socialisés.

Dans la continuité des réponses des Etats et des banques centrales au lendemain de la crise de 2007-2008, les politiques qui sont mises en œuvre aujourd'hui aggravent les menaces d'effondrement de l'économie.

Débarrasser la société et l'économie de la loi du profit

L'organisation sociale et économique de notre société est malade du capitalisme, de sa soumission aux lois du profit et de la concurrence. Un effondrement économique sans précédent est en route, auquel conduisent les politiques budgétaires ou monétaires mises en œuvre avec empressement. Il se traduit déjà par une aggravation considérable des conditions de vie de millions d'êtres humains, l'explosion des inégalités sociales, de la malnutrition. Et cela n'est malheureusement qu'un petit échantillon de ce qui se prépare pour les mois à venir.

Contrairement à ce que nous ressasse la presse, la pandémie n'est pas responsable de la situation actuelle. Produit elle-même des destructions environnementales créées par l'expansion anarchique du capitalisme, elle n'a

fait qu'accélérer un processus en cours depuis la crise de 2007-2008, inhérent à la logique du système capitaliste et aux politiques de ceux qui le servent. Ce que nous vivons aujourd'hui est le prolongement en plus grave de la crise globale du capitalisme de 2008-2009 du fait que la contradiction entre la socialisation des moyens de production et l'appropriation privée des richesses, l'écart entre surproduction et suraccumulation du capital atteignent un degré d'exacerbation tel qu'elles pourraient bien représenter, à court terme, les limites historiques du capitalisme, une stagnation chronique, un effondrement de civilisation sans autre issue pour l'humanité qu'une transformation révolutionnaire.

Et la question n'est plus de savoir comment, par nos mobilisations, nous pourrions imposer « *aux capitalistes de payer leur crise* ». La question est de leur retirer le contrôle de l'économie, d'entamer consciemment le processus révolutionnaire que la situation engendre. Nous avons besoin pour cela de donner un programme à nos luttes, de leur fixer des objectifs visant à répondre aux urgences sociales, économiques, écologiques et démocratiques, dans la perspective d'un changement révolutionnaire de l'organisation économique et sociale.

La première des urgences est bien évidemment de répondre aux besoins sanitaires et sociaux alors que les classes populaires vont subir de plein fouet les conséquences des suppressions massives d'emplois. La réponse aux fermetures d'entreprises en faillite dont les productions sont utiles est leur réquisition par les travailleurs.

Elles auront besoin de capitaux pour fonctionner et cela implique de retirer le contrôle de la circulation des capitaux des mains de ceux qui aujourd'hui le possèdent. Cela passe par l'expropriation de toutes les institutions financières privées, le regroupement de leurs activités pour constituer un monopole public bancaire placé sous le contrôle de la population.

C'est sous le contrôle d'un tel organisme financier central que pourra s'effectuer l'annulation des dettes publiques. Cette question fait actuellement l'objet d'un débat dans lequel s'opposent plusieurs options, comme par exemple la « monétarisation », rachat total par les banques centrales des titres de dette détenus par des institutions financières privées. Ces options ont en commun, sur le fond, de se présenter comme des moyens, pour le système financier capitaliste d'échapper à un piège qu'il se tendrait à lui même faute d'appliquer les bonnes techniques de gestion. Mais les capitalistes ont déjà compris qu'ils devaient tirer un trait sur le capital investi, allant jusqu'à envisager des prêts éternels, d'autant plus facilement que l'argent qu'ils prêtent, ils peuvent le récupérer quand ils veulent auprès des banques centrales. Ce qui compte pour eux, ce sont les intérêts, un des deux moyens, avec l'exploitation salariale, par lesquelles le capital s'accapare les richesses produites par le travail.

C'est bien pourquoi la question de la dette n'est pas technique, elle est politique, comme l'est le fait d'en finir avec les marchés financiers et la spéculation dont ils sont le siège, la distribution à fonds perdus de milliards par les

Etats et les banques centrales. Elle est celle de savoir qui dirige l'économie et en fonction de quels intérêts.

L'argent doit aller directement au financement des productions indispensables, comme à fournir dans l'urgence leurs moyens de subsistance aux innombrables personnes privées de tout revenu. A fournir également aux petites entreprises et aux travailleurs indépendants, artisans, commerçants, paysans, les crédits gratuits dont ils doivent pouvoir bénéficier en cas de besoin.

Sur le plan économique, il est illusoire d'attendre un quelconque avenir aux prétendus projets de « *relocalisations* », de restauration d'une « *souveraineté économique nationale* ». Aucun Etat n'a les moyens, en aurait-il la volonté politique, de contraindre « ses » multinationales à se plier à ses exigences. Par ailleurs, le niveau d'imbrication des chaînes de production, de coopération internationale du travail est tel que « relocaliser » ne peut avoir de sens que pour quelques entreprises particulières, et parce que leurs patrons y trouvent un intérêt. Les dirigeants politiques de tout bord qui nous vantent aujourd'hui la perspective du retour aux « jours heureux » le savent parfaitement. Leur stratégie s'inscrit dans une perspective électorale, à travers une surenchère souverainiste qui tente de capter la révolte sociale, de la détourner sur le terrain des urnes. C'est une impasse et un piège.

A l'opposé, les travailleurs n'ont rien à craindre de l'organisation mondialisée de la production telle qu'elle s'est concrétisée, grâce à leur travail collectif, dans les multinationales, bien au contraire. Elle est en fait une avancée considérable à condition que les travailleurs et les peuples en prennent le contrôle dans la perspective d'une collaboration internationale vers un monde de coopération, débarrassé des frontières et de la concurrence afin de planifier la production et les échanges en fonction des besoins sociaux et écologiques. Cela doit, pour nous, commencer à l'échelle européenne, avec l'expropriation des principales multinationales, la prise de contrôle de leur fonctionnement par leurs travailleurs sous le contrôle démocratique de la population. Il sera alors possible de réorganiser les chaînes de production pour les rendre réellement à même de satisfaire les besoins de tous, en s'appuyant sur une planification démocratique de la production.

Cette issue progressiste, révolutionnaire est inscrite dans l'évolution même de l'économie et la faillite des classes dominantes comme dans le développement d'un prolétariat international, de classes populaires qui ont montré partout les mêmes capacités de générosité, de solidarité, d'initiative, de révolte et de soulèvements pour trouver des solutions afin de répondre aux urgences les plus criantes. Elles seules sont capables de remettre en route une économie qui n'est en panne que parce qu'elle est soumise aux intérêts privés, en la débarrassant des règles iniques qui régissent le capitalisme, la propriété privée des moyens de production, l'appropriation de toutes les richesses produites, la dépossession des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle